

LE ROLE DES BANQUES DANS LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Une économie nationale est confrontée en permanence au problème du financement de l'activité de tous les agents qui la composent. Son fonctionnement nécessite en effet, des capitaux importants, notamment parce que les entreprises doivent financer leur investissement etc et les ménages leur consommation, etc. Ainsi les différents agents économiques ont des besoins en capitaux pour financer leurs dépenses. Cependant tous les agents n'ont pas des besoins de capitaux, ou besoins de financement. Certains ont en effet une épargne supérieure à leurs investissements et dégagent une capacité de financement. On oppose ainsi les ménages qui ont une capacité de financement (malgré l'endettement de certains) aux entreprises qui ont des besoins de financement. Par ailleurs l'Etat connaît lui aussi depuis quelques années un besoin de financement important pour combler les déficits budgétaires.

Si l'on relie d'un côté les besoins de financement des entreprises et des administrations publiques, et de l'autre les capacités de financement des ménages, on constate néanmoins que l'économie nécessite plus de capitaux que l'épargne des ménages n'en fournit. Pour combler l'écart entre besoins et capacités de financement, on fait donc appel à l'épargne étrangère et à la création monétaire, c'est à dire à l'accroissement des moyens de paiement dans l'économie.

Ainsi, pour ce financer, une entreprise ou un ménage qui envisage un investissement, préférera le plus souvent avoir recours à l'autofinancement plutôt qu'à l'endettement. Mais pour tous les agents qui ne peuvent autofinancer leurs projets de développement, le financement externe s'impose. On y distingue traditionnellement le financement direct et le financement indirect. Longtemps privilégié en France, le financement direct ou intermédiaire suppose la présence d'intermédiaires financiers (banques et organismes de crédit) qui opèrent une déconnexion entre prêteurs et emprunteurs en acceptant d'assumer le risque de non remboursement à la place du prêteur ; celui-ci, en contrepartie, ne reçoit qu'une faible rémunération pour son placement bancaire. Les entreprises comme les administrations peuvent également recourir au financement direct sur les marchés financiers, où prêteurs et emprunteurs se rencontrent en principe sans intermédiaires. Pour y récolter des fonds, les entreprises peuvent émettre des actions, qui présentent l'avantage de ne pas avoir à être remboursées par la suite, ou, tout comme les administrations, des obligations, simples emprunts à long terme.

Le développement sans précédent des marchés financiers, impulsé dès la fin des années 1970 dans les pays anglo-saxons, amène les économistes à s'interroger sur la spécificité du financement bancaire par rapport au financement direct et sur la survie des banques traditionnelles.

Ainsi, quelles sont les activités des banques qui légitiment leur action dans le système financier actuel ?

Il faut tout d'abord remarquer la place que tient la création monétaire dans ce système. Les banques créent de la monnaie en pariant sur le futur. Cette création de monnaie constitue un pont entre présent et futur, qui permet l'expansion de l'économie. De quelle façon, et à quelle conditions ?

De plus, nous avons vu que ceux qui réalisent des investissements ne sont pas ceux qui disposent de l'argent nécessaire et que ceux qui disposent d'une épargne ne sont pas des investisseurs. Il y a donc nécessaire de faire se rencontrer capacité de financement des ménages et besoin de financement des entreprises. Dans quelle mesure les banques sont-elles capables de remplir ce rôle ? Leur intervention est-elle sans danger pour l'économie ?

1. La création monétaire par les banques

La création monétaire est le processus de création de nouveaux moyens de paiement mis à la disposition des agents économiques. Elle peut se faire, au sein d'une zone monétaire, par deux opérations différentes. L'une consiste en la frappe de monnaie que l'on appelle fiduciaire (pièces et billets); elle est le monopole des banques centrales. L'autre consiste en la passation de jeux d'écritures donnant lieu à la création d'une monnaie dite scripturale; elle est émise par les banques commerciales. Cette création de monnaie provient nécessairement d'une demande des agents non financiers, elle répond à leurs besoins. Quels sont ces besoins ? La création monétaire est-elle infinie ?

1.1. Les sources de la création monétaire

L'activité bancaire en matière de création monétaire est bornée à celle des agents non financiers. Elle correspond à une demande de financement de la part de l'économie (ménages, entreprises), de l'extérieur et de l'Etat.

1.1.1. Les crédits

Une banque crée de la monnaie lorsqu'elle accorde un crédit à un ménage ou une entreprise. En effet, le dépôt dont dispose alors l'agent sur son compte à la banque ne correspond à aucun dépôt au préalable mais représente pourtant de nouveaux moyens de paiements. La monnaie a véritablement été créée, par un simple jeu d'écriture; elle a été créée ex-nihilo.

Notons que les avoirs se transformant en créance ne créent de la monnaie que lorsqu'ils sont réalisés entre un agent financier et un agent non financier. Le crédit entre entreprise n'est pas source de création de monnaie. De plus, dès que l'agent rembourse son emprunt, la monnaie précédemment créée est détruite, les moyens de paiement retirés de la circulation. Au final, il y a augmentation de la masse monétaire lorsque le flux de remboursement des agents est inférieur aux crédits qui leur sont accordés.

1.1.2. Les devises

Lors de la vente de marchandises à l'étranger, l'exportateur pourra se faire payer en devises et changer ces devises contre des euros par exemple, auprès de sa banque. Là encore de la monnaie est créée car le compte de l'exportateur est crédité d'une monnaie qui n'existait pas auparavant et qui représente dès lors un moyen de paiement dans la zone monétaire.

Au contraire les importations payées en euros donnent lieu à destruction de monnaie car le compte de l'importateur est débité de cette monnaie. Dans ce contexte, la masse monétaire augmente lorsqu'il y a excédent commercial.

1.1.3. Les bons du trésor

Les ménages et les entreprises ne sont pas les seuls agents économiques à s'endetter auprès des banques. La mauvaise gestion du budget de l'Etat le conduit à rechercher des financements pour compenser le déficit budgétaire. Ce financement du déficit budgétaire passe ordinairement par l'émission de bons du Trésor, ceux-ci seront achetés par les banques qui devront créer de la monnaie scripturale à hauteur de leurs achats. On voit qu'en fait, il y a seulement un transfert de monnaie centrale des banques vers le trésor (banques et Etat ne possèdent de compte qu'à la Banque Centrale qui les crédite en "monnaie centrale"). La création n'a lieu que lorsque le trésor utilise ces fonds au profit des agents non financiers.

1.2. Les limites à la création monétaire

Les banques ne peuvent créer indéfiniment de la monnaie, dans la mesure où elles doivent, à tout moment, être capables de convertir la monnaie qu'elles créent (monnaie scripturale) en une autre monnaie (monnaie fiduciaire). Ce pouvoir de création monétaire est limité de façons autonome et réglementaire.

1.2.1. Les facteurs autonomes

Les agents vont effectuer sur leurs dépôts un certain nombre de ponctions pour effectuer leurs règlements, transformant ainsi la monnaie scripturale en une autre monnaie. On parle de "fuites" vers d'autres monnaies : les billets, les devises, et les monnaie d'autres banques.

Concernant les billets, seule la Banque Centrale a le pouvoir de leur émission. Ainsi, lorsqu'un client fait une demande de billet à sa banque, celle –ci doit, pour les lui procurer, s'adresser à la Banque Centrale qui débite alors son compte du montant des billets.

Il en va de même pour les demandes de devises, la banque doit s'en porter acquéreur sur le marché des changes ou puiser sur son compte à la Banque centrale pour les obtenir. Notons que lorsqu'un agent vient remettre des billets ou devises à sa banque, le compte de celle-ci à la Banque Centrale est recredité.

Il existe par ailleurs un autre type de fuite, celle de la monnaie d'une banque en dehors de son circuit. En effet, chaque banque crée sa propre monnaie lorsqu'elle accorde un crédit à un client. Or, rien n'empêche une partie des dépôts créés par une banque d'être convertis en dépôt à une autre banque lorsqu'un client de la première effectue un règlement à un client de la deuxième. Au final, les banques détiennent chacune des créances et des dettes envers les autres. Il y a donc nécessité de compensation. Le solde de cette compensation fait l'objet d'un règlement par l'intermédiaire du marché (le marché interbancaire) ou grâce à une monnaie unanimement reconnue et acceptée par l'ensemble des banques, la monnaie centrale.

1.2.2. Le facteur réglementaire

Ce facteur réglementaire correspond aux réserves obligatoires, aux sommes que doivent détenir en permanence les banques sur leur compte à la banque centrale. Le but est de rendre indisponible une partie de la monnaie centrale détenue par les banques. On comprend alors que ces fuites artificielles constituent un véritable instrument de contrôle de la liquidité bancaire par les banques centrales. Celles-ci peuvent agir sur le volume de monnaie pouvant être créée par les banques commerciales en modifiant les conditions de refinancement (en jouant sur le niveau du taux directeur) ou en instituant un système de réserves obligatoires plus ou moins contraignant.

Ainsi, un premier rôle des banques consiste à fournir des liquidités aux agents non financiers. Une banques peut fournir ce même service, mais sans création de monnaie, en mettant en relation les agents en capacité de financement et les agents en besoin de financement.

2. L'intermédiation bancaire

L'intermédiation bancaire consiste à collecter des ressources auprès de clients qui sont excédentaires, qui ont donc une capacité de financement, et à utiliser cette épargne pour accorder des prêts à des agents économiques qui sont eux déficitaires, qui ont donc un besoin de financement.

2.1. Les raisons du financement intermédié

Plusieurs arguments sont avancés quand à la spécificité du financement bancaire par rapport au financement direct (par le marché).

2.1.1. Les économies d'échelle

Dans tous les secteurs d'activité, et pas seulement celui des services financiers, le rôle des intermédiaires consiste à exploiter des économies d'échelle ou d'envergure.

On parle d'économies d'échelle lorsqu'une entreprise est plus efficace quand le volume de ses activités s'accroît. De ce point de vue, les intermédiaires financiers ont une utilité certaine pour les agents. En effet, une transaction engendre différents coûts pour une entreprise. Des coûts en amont de la transaction (recherche d'information sur le partenaire de l'échange), durant la transaction (coût de la négociation), ou en aval (surveillance de la bonne exécution du contrat). Ces coûts sont répétés pour chaque transaction. Un intermédiaire financier remplit précisément toutes ces fonctions, et peut les proposer à moindre coût, selon le principe d'économie d'échelle.

2.1.2. La gestion des asymétries d'information

De plus, la relation prêteur-emprunteur est fondamentalement perturbée par des problèmes d'asymétrie d'information : l'emprunteur a plus d'informations que le prêteur sur ses propres possibilités de remboursement, sur la qualité des projets qu'il cherche à financer et sur sa capacité à les mener à bien.

Par conséquent, l'obtention d'informations sur sa clientèle représente un enjeu considérable pour la banque. Or les clients qui souhaitent emprunter sont souvent aussi les déposants de la banque. Cette dernière obtient donc de l'information sur la situation financière de ses clients dans le cadre de sa gestion des comptes de dépôts.

Cela engendre des économies d'envergure entre la gestion des dépôts et l'activité de crédit.

2.2. Les risques de l'intermédiation bancaire

A cause de leur mode de fonctionnement, les intermédiaires financiers, et en particulier bancaire, sont soumis à un certain nombre de risques.

2.2.1. Le risque de gestion

Ce risque provient des natures différentes des rémunérations de crédit et de l'épargne. En effet, le rendement des investissements ou des prêts est aléatoire, il est fonction des résultats effectifs des entrepreneurs, la rémunération de l'épargne elle, est certaine. On comprend que cela puisse provoquer des problèmes de trésorerie pour la banque.

2.2.2. Le risque du taux d'intérêt

Un intermédiaire financier accorde des prêts à long terme, et rémunère des dépôts à court terme. Les prêts à long terme sont souvent consentis par les intermédiaires financiers à des taux plus élevés que ceux qu'ils pratiquent pour les placements à court terme. Une banque reçoit donc plus d'argent grâce aux prêts que grâce aux dépôts. Les banques peuvent cependant voir leur marge se réduire lorsque les taux à court terme sont plus élevés que les taux à long terme. Elles se trouvent alors confrontées au risque du taux d'intérêt.

2.2.3. Le risque d'illiquidité

Ce risque correspond au fait que les épargnants qui ont effectués des placements à court terme peuvent souhaiter récupérer leurs fonds alors que ces fonds sont utilisés et immobilisés de façon durable, puisqu'ils ont permis de financer des crédits à long terme. L'activité des intermédiaires financiers repose donc sur le pari que tous les épargnants ne voudront pas récupérer leurs fonds au même moment. Ce risque est d'autant plus réel que l'économie est en période de crise ou d'incertitude et va jusqu'à provoquer la faillite des instituts les plus en manques de liquidité.

Jusqu'en 1980, l'économie française fonctionnait essentiellement avec le système que nous venons de décrire. Dans ce système, les banques jouaient le rôle central d'intermédiation financière. On parlait alors d'économie d'endettement.

Mais, depuis, sous la pression de la concurrence internationale, et grâce à des innovations technologiques facilitant les communications, le système français a dû se moderniser, en laissant une place plus importante aux marchés financiers où se développèrent de nombreux nouveaux produits financiers. L'économie de marchés financiers devient en effet plus intéressante pour les créanciers, qui trouvent des méthodes de placement plus souples et plus rentables. Quant aux entreprises, en se passant d'intermédiaires, elles trouvent également des méthodes de

Il est, cependant, absolument nécessaire de relativiser cette mutation. En effet, le rôle des banques [parler des années 80]

Comme un lien entre les différents acteurs du système, les banques sont donc bien au cœur du financement de notre économie, et semblent bien indispensables. Et l'on comprend ainsi mieux l'impact de la crise à l'origine financière qui attend aujourd'hui l'ensemble des systèmes financier mondiaux, qui, si elle durait trop longtemps, pourrait avoir des conséquences dommageables sur le reste de l'économie.